



***Conférence
sur la réforme de la
loi des Sociétés à participation ouvrière de 1997***

Miguel Millana

CONFESAL
Confederación Empresarial de Sociedades Laborales de España
Bruxelles
23 mai 2008

Partis Politiques

- Constitution Espagnole de 1978 article 129-2
- Ils ont joué un rôle déterminant dans le développement des Sociétés à participation ouvrière:
 - UCD constitution 1978- ordonnances FNPT
 - PSOE Loi 1986, encouragement et soutien des orgs
 - PP Loi 1997, encouragement et soutien des orgs

Consensus des Partis

- VALEUR DU CONSENSUS POLITIQUE RELATIF ...
- AUX SOCIÉTÉS À PARTICIPATION OUVRIÈRE

CONFESAL, qu'est-ce que c'est?

- Organisation représentative des sociétés à participation ouvrière et des sociétés participées par leurs travailleurs en Espagne
- 17 membres: une organisation par Région autonome

Objectifs

- Représenter le modèle d'entreprise à "participation ouvrière" (propriété des travailleurs)
- Promouvoir la création de nouvelles entreprises
- Interlocution avec le gouvernement, les agents économiques et sociaux et les entités publiques et privées
- Promouvoir sur le plan international les sociétés participées par les travailleurs

Éléments à souligner

- Confesal est membre fondateur de CEPES
- Elle maintient des accords de collaboration avec les centrales syndicales majoritaires
 - Union Générale des Travailleurs (signé le 19 février 1997)
 - Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières (signé le 6 septembre 1997)
- Engagement avec Coopération Internationale au développement (accord avec l'AECI signé en 2006)

DONNÉES 4^{ème} Trimestre 2007

- 19.737 entreprises sociétés à participation ouvrière (20.266 en 2006)
- 124.784 travailleurs (130.240 en 2006)
- 12 milliards d'Euros de chiffre d'affaires estimé

ÉVOLUTION 2007 jusqu'au 2^{ème} trimestre

- L'année 2007 jusqu'en août:
 - Bonnes attentes → révision à la hausse PIB (3'8% 2007 et 3'1% pour 2008 – prévision actuelle: 2'3%)
 - Diminution du chômage (actuellement: augmentation du chômage)
 - Faible niveau d'inflation (actuellement: niveau élevé d'inflation; 4%)

Sociétés à participation ouvrière:

Solde

Emplois nets chaque trimestre de 2007

Année 2006: 130.240 travailleurs

	<u>Solde</u>	<u>Aug.tr.ant.</u>	<u>Aug.année ant.</u>
1Tr	+1.566	1'2%	1'9% (+2.395)
2Tr	-1.876	-1'4%	-0'1% (-125)
3Tr	-2.846	-2'2%	-2'5% (-3.293)
4Tr	-2.300	-1'8%	-4'2% (-5.456)

Évolution de l'emploi

<u>Année</u>	<u>taux</u>	<u>Année</u>	<u>taux</u>
1996	-	2002	8,4%
1997	5,5%	2003	8,0%
1998	12,2%	2004	6,6%
1999	20,8%	2005	7,5%
2000	12,3%	2006	3,7%
2001	9,6%	2007	-4,2%

Évolution des Sociétés

<u>Année</u>	<u>taux</u>	<u>Année</u>	<u>taux</u>
1996	-	2002	17,7%
1997	5,7%	2003	8,4%
1998	26,1%	2004	5,4%
1999	35,9%	2005	4,6%
2000	24,1%	2006	-0,1%
2001	20,0%	2007	-2,4%

Qu'est-ce qu'une Société à participation ouvrière?

- C'est une société commerciale intégrée par des travailleurs salariés, régulée par la Loi
- La propriété est exercée à travers la participation dans le capital social
- Le contrôle est réalisé moyennant la possession de la majorité des actions ou des participations sociales (p.s.)
- Droit spécial de souscription préférentiel d'actions en faveur des travailleurs non associés

L'associé présente deux aspects:

Comme TRAVAILLEUR

- Contrat indéfini
- Temps partiel ou plein temps

Comme PATRON (propriétaire)

- Les travailleurs doivent posséder >50% du capital
- 1 associé possède des actions, p.s. ≤ 1/3 capital social
- 1 action → 1 voix

Économie Sociale

- Les sociétés à participation ouvrière sont des sociétés commerciales et elles appartiennent à l'ES parce qu'elles sont:
 - à participation majoritaire des travailleurs
 - à contrôle limité de chaque associé (maximum 1/3 du capital social)
- Il y a équilibre entre les personnes et le capital, avec prédominance des personnes

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION OUVRIÈRE

- MOTEUR DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ESPAGNOLE
- De 1996 à 2006, une augmentation nette de 14.957 entreprises et 77.383 emplois a été enregistrée, ces chiffres représentent des augmentations nettes de 282% et 146% respectivement.

■ (Source: codes de compte de la Sécurité Sociale. MTAS).

INDICATEURS I

Emploi en 2006

- Augmentation de 3'7% (7'5% en 2005) dans les sociétés à participation ouvrière
- 3'6% dans l'Économie Espagnole (3'2% en 2005)
- **Un dixième de plus (+1%)** (en 2005 le taux était doublé)

INDICATEURS II

Emploi en 2006

- L'augmentation de l'emploi dans les sociétés à participation ouvrière est plus de 1 pour cent (4'4 % en 2005)
- Il représente **0'67%** de l'augmentation de l'emploi total dans l'économie espagnole (1'60% en 2005)

INDICATEURS (31-12-2006)

L'emploi dans les sociétés à participation ouvrière,

- **130.240 personnes,**
- soit 0'79% de la population occupée salariée (0'81% en 2005; 0'83% en 2004, 0'80% en 2003 et 0'76% en 2002),
- Population occupée salariée: **16.466.200 personnes.**

INDICATEURS (31-12-2006)

- DIRCE: **697.991** entreprises > 2 travailleurs -> **21%** du total (3.336.657 entreprises)
- Les Sociétés à participation ouvrière sont **2'9%** du total d'entreprises (3% en 2005)
- Les entreprises actives en 2006 (Dirce) ont augmenté de **5'1%** (3'6% en 2005).
- Les sociétés à participation ouvrière ont diminué de **-0'06%** (4,6% en 2005)

Bilan de la décennie

Chiffres comparatifs année 2006:

■ CTA existantes	9.841
■ Slab existantes	20.266
<u>Différence</u>	<u>10.250 Slab +</u>
■ CTA n° employés	107.575
■ Slab n° employés	130.240
<u>Différence</u>	<u>22.665 Trav Slab +</u>

Paielement unique chômage

- Économie sociale
- Indépendants
- Dans l'économie sociale, 72% des capitalisations du paiement unique sont perçues par des indépendants qui s'intègrent comme travailleurs associés de sociétés à participation ouvrière.
- De 11.168 bénéficiaires 7.788 aux Slab

1.- SOCIEDADES COOPERATIVAS Y SOCIEDADES LABORALES.-

1.1 SOCIEDADES.-

1.1.1 Distribución por Tipo de Sociedad

TIPO DE SOCIEDAD		TRIMESTRE	VARIACIONES			
		4/07	TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
			Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL		45.451	-255	-0,6	-370	-0,8
COOPERATIVAS	Coop + S. part. ouvrière	25.714	-21	-0,1	159	0,6
TOTAL		19.737	-234	-1,2	-529	-2,6
S.Lab.	ANONIMAS	2.377	-29	-1,2	-167	-6,6
	LIMITADAS	17.360	-205	-1,2	-362	-2,0

La plus grande chute correspond au 3ème trimestre avec 57% des SLL et 39% de la baisse totale annuelle

1.2 EMPLEO.-

1.2.1 Distribución por Tipo de Sociedad

TIPO DE SOCIEDAD	TRIMESTRE 4/06	VARIACIONES			
		TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
	Absoluto	%	Absoluto	%	
TOTAL	448.046	26.026	6,2	8.428	1,9
COOPERATIVAS	317.806	26.163	9,0	3.834	1,2
ANÓNIMAS	37.103	-585	-1,6	-708	-1,9
LIMITADAS	93.137	448	0,5	5.302	6,0

3.2 EMPLEO

3.2.1 Distribución por Tipo de Sociedad

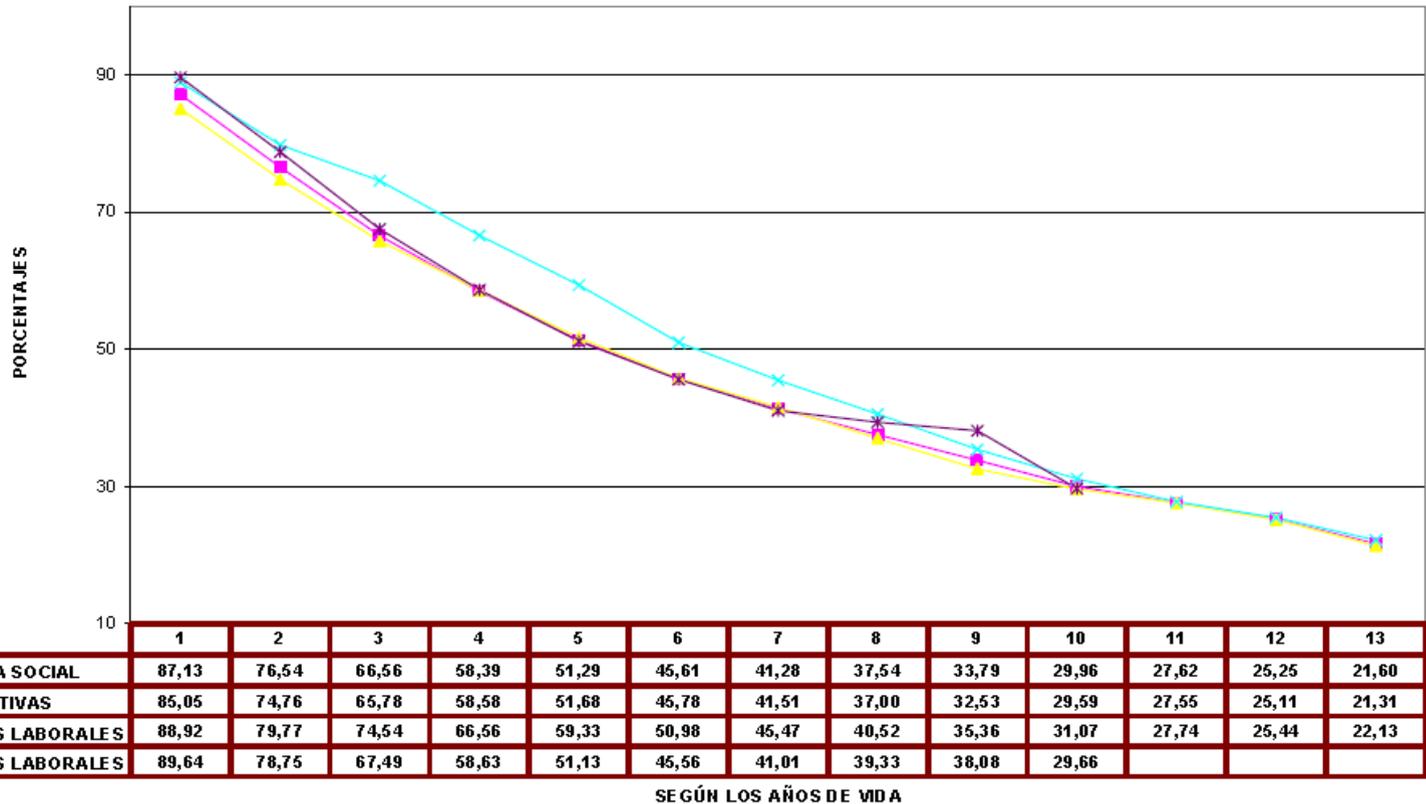
TIPO DE SOCIEDAD	TRIMESTRE 4/06	VARIACIONES			
		TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
	Absoluto	%	Absoluto	%	
TOTAL	130.240	-137	-0,1	4.594	3,7
ANÓNIMAS	37.103	-585	-1,6	-708	-1,9
LIMITADAS	93.137	448	0,5	5.302	6,0

DURABILITÉ (SAL vs Entreprises)

España				
	empresas mercantiles	sociedades anónimas laborales	cooperativas	sociedades laborales- empresas
Supervivencia de empresas				
NÚMERO DE EMPRESAS nacidas en 1998	100%	100%	100%	
tasa de supervivencia en 1 año	82,9%	89,5%	84,1%	6,6%
tasa de supervivencia en 2 año	69,3%	82,2%	73,0%	12,9%
tasa de supervivencia en 3 año	61,6%	73,8%	63,4%	12,2%
Fuente: Consejo Económico Social				

DURABILITÉ 1994-2007 (Économie Sociale)

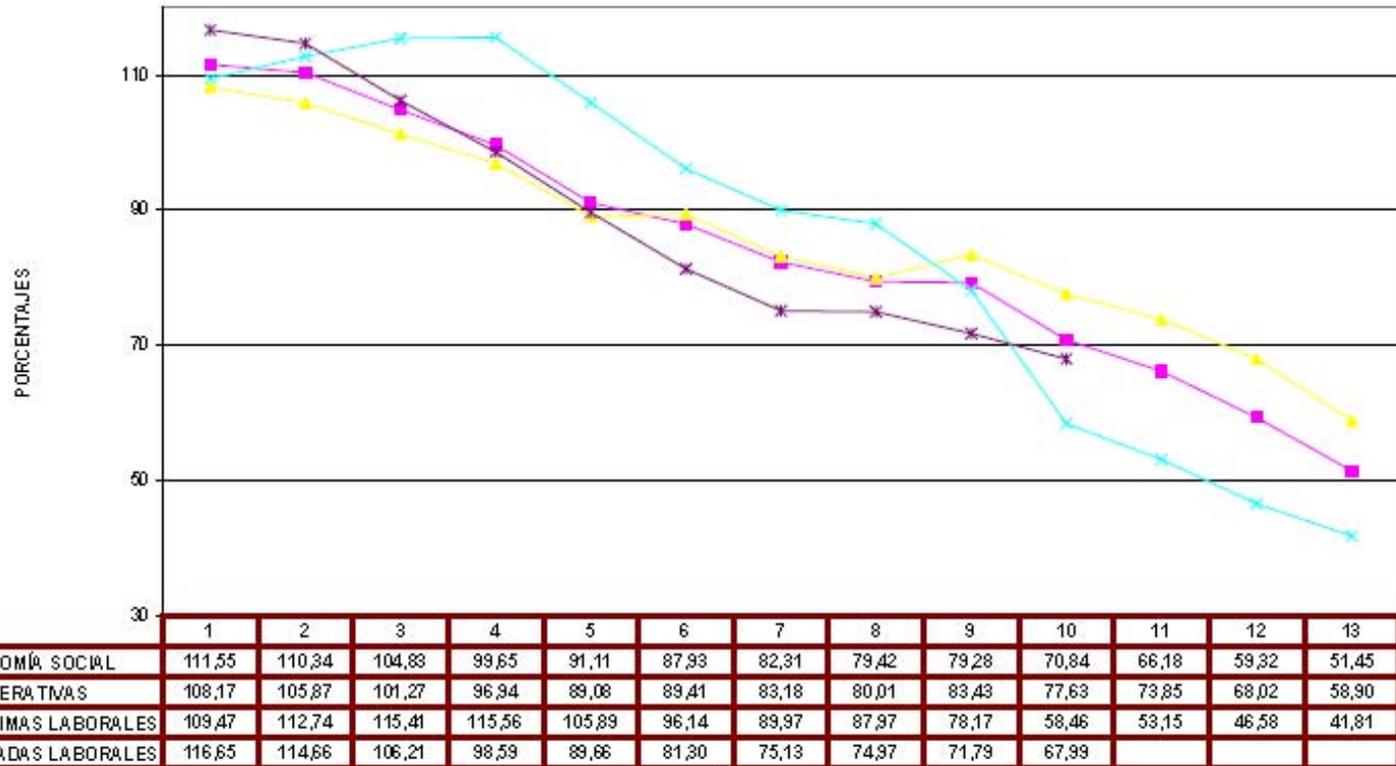
SUPERVIVENCIA DE LAS SOCIEDADES RESPECTO AL ORIGEN



—■— ECONOMÍA SOCIAL —▲— COOPERATIVAS —×— ANÓNIMAS LABORALES —*— LIMITADAS LABORALES

Stabilité des Travailleurs 1994-2007

SUPERVIVENCIA DEL NÚMERO DE TRABAJADORES RESPECTO AL ORIGEN



SEGÚN LOS AÑOS DE VIDA DE LA SOCIEDAD

—■— ECONOMÍA SOCIAL —▲— COOPERATIVAS —◆— ANÓNIMAS LABORALES —*— LIMITADAS LABORALES

Distribución porcentual de los trabajadores en las sociedades de Economía Social, por diversas variables.

TsRe

31-12-2008

	TOTAL	LABORALES		
		COOPERATIVAS	ANONIMAS	LIMITADAS
Por Tipo de Relación	100,0	100,0	100,0	100,0
INDEFINIDA	68,4	72,1	69,5	54,6
TEMPORAL	31,6	27,9	30,5	45,4

31/12/2006

Por Tipo de Relación	100,0	100,0	100,0	100,0
INDEFINIDA	66,9	70,6	71,0	52,4
TEMPORAL	33,1	29,4	29,0	47,6

31/12/2005

Por Tipo de Relación	100,0	100,0	100,0	100,0
INDEFINIDA	64,9	69,1	67,3	48,5
TEMPORAL	35,1	30,9	32,7	51,5

Temporalité

- Au 4ème trimestre 2007
- SAL 30,5%. indéfinie 69'5%
- SLL 45,4%. indéfinie 54,6%
- La temporalité se réduit dans les SLL de 2,2 % et
- Augmente dans les SAL de 1'5 %

Sociétés à participation ouvrière

Situation

Points forts

- Développement très important dans la dernière décennie
 - De 5.000 à 20.000 sociétés
 - De 50 mille à 130 mille employés
 - Revenus par employé 80.000 €/an
- Durabilité maximum de l'ensemble des entreprises en général (y compris l'ES)

Évolution négative récente

- Les Sociétés à participation ouvrière actives dépassaient le taux de croissance des entreprises en général \leftarrow/\rightarrow stagnation
- La création d'emploi était très supérieure, maintenant elle est à peine de 1%.
- Le nombre de sociétés constituées a chuté de 27% (-940) pour la quatrième année consécutive (depuis 2003)

Environnement économique I

- Système financier affecté par une Crise de confiance
 - Liquidité
 - Augmentation des taux d'intérêt
 - Restriction du crédit
 - Perte de valeur d'actifs immobiliers
 - Incertitude et moins bonnes expectatives

Environnement économique II

- Le Système productif peut être affecté par:
 - Restriction de crédit – hausse des taux
 - Baisse de l'investissement productif
 - Augmentation du chômage
 - Baisse de la consommation
 - Détérioration du commerce mondial

Répercussions

- Par le passé, les sociétés à participation ouvrière ont prouvé qu'elles participaient efficacement au maintien et à la création d'emploi en phase de crise.
- La nouveauté à partir de 1998 a été qu'elles se sont fortement accrues dans la phase de bien-être.
- Il convient de renforcer le rôle des sociétés à participation ouvrière face à l'incertitude actuelle.

Situation des Sociétés à participation ouvrière

Les sociétés à participation ouvrière sont des PME qui emploient 130 mille travailleurs (2006):

- 32.000 dans l'industrie (25%)
- 38.000 dans le bâtiment (29%)
- 58.000 dans les services (44,5%)
- 2.000 dans l'agriculture (1,5%)

Distribution de centres vs entreprises DIRCE ()

Les sociétés à participation ouvrière possèdent 23.626 centres de travail:

- 4.270 dans l'industrie (18,1%)
 - (7,3%) dans les entreprises du DIRCE
- 5.728 dans le bâtiment (24,2%)
 - (14,6%) id.
- 58.000 dans les services (56,4%)
 - (78%) id.
- 308 dans l'agriculture (1,3%)

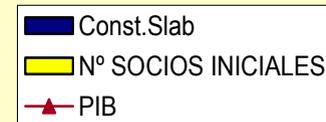
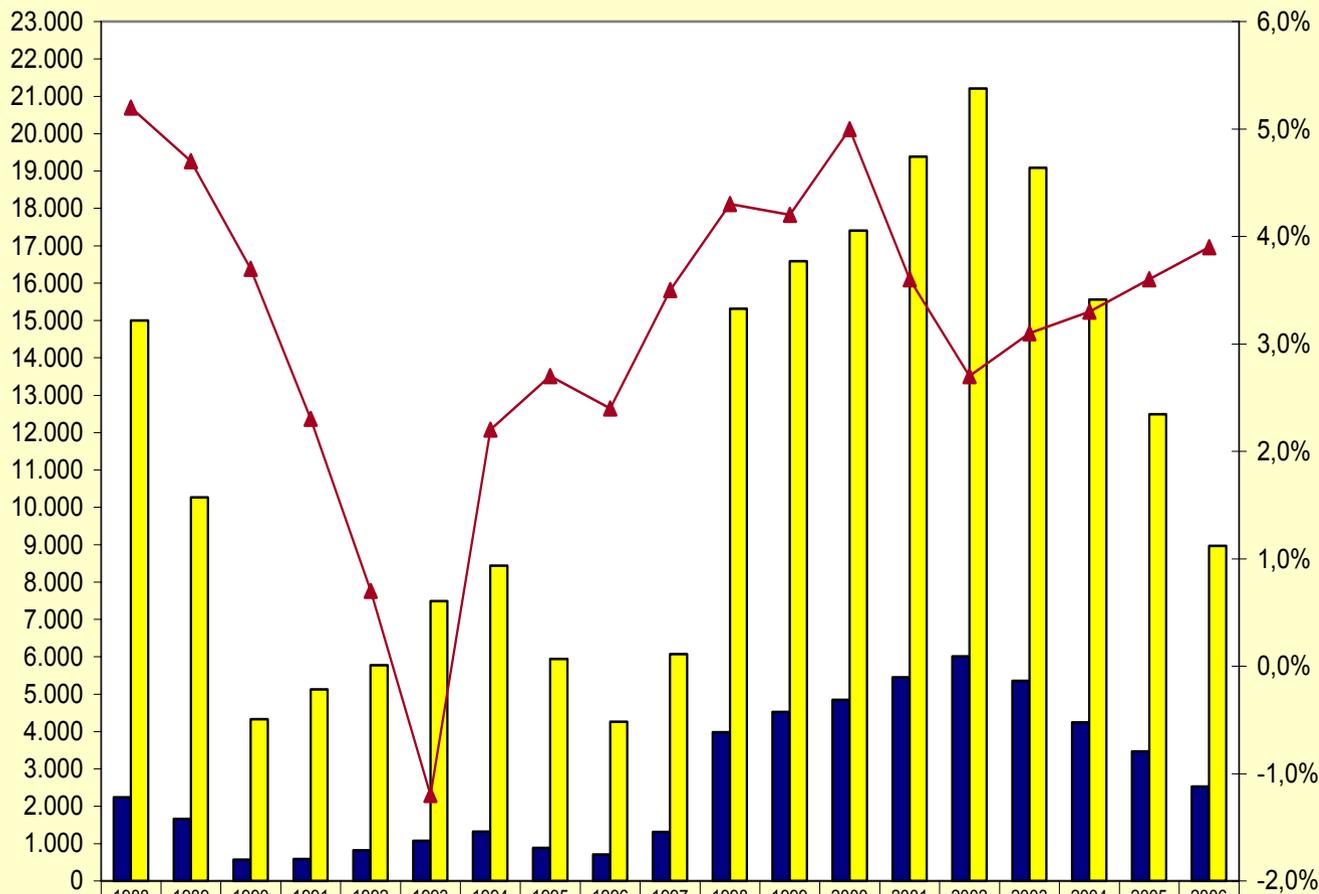
Problèmes et causes

1. Diminution de la constitution de nouvelles sociétés à participation ouvrière. Causes:
 - Réforme du travail
 - Promotion et soutien du travail indépendant
 - Lacunes de la loi pour faciliter la relève générationnelle, la transmission d'actions et, en général, pour encourager parmi les entreprises et les travailleurs l'intégration d'associés travailleurs
2. Disqualification de celles qui existent.
Causes:
 - La réforme du travail a une incidence
 - Loi avec des lacunes pour incorporer de nouveaux associés
3. Temporalité dans l'emploi
 - Loi avec des lacunes:
 - pour favoriser l'emploi stable et, en même temps
 - pour accéder à la condition d'associé

Données de l'évolution des S.Lab.

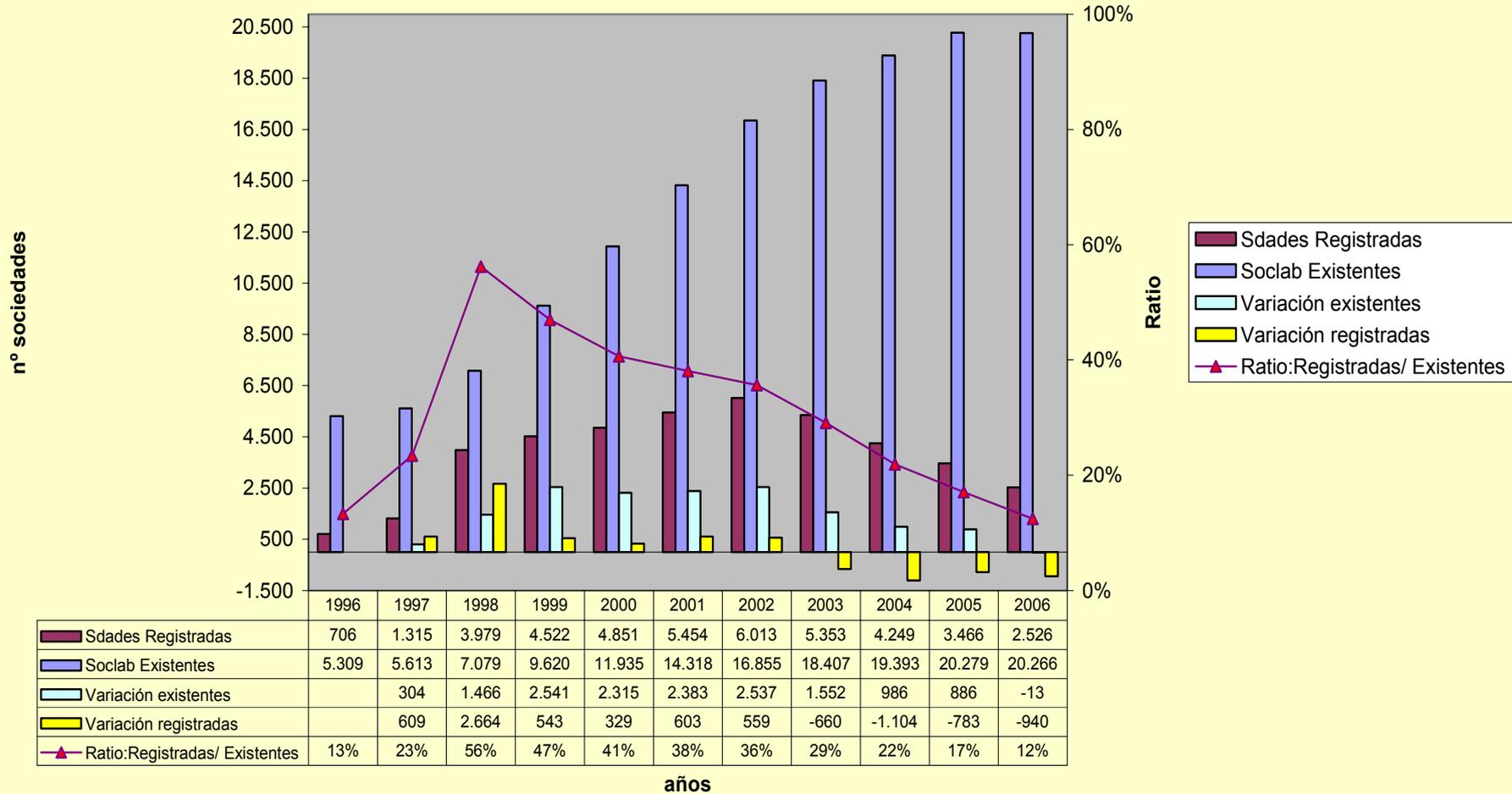
- En 2006 les sociétés constituées (ou enregistrées) ont diminué de 27% (-940)
- Les sociétés actives ont légèrement diminué, de -0'06% pour la première fois en 10 ans
- En 2007, la baisse s'est confirmée, avec -2'6%

Constitución de Slab y nº Socios iniciales en relación al crecimiento del PIB



■ Const.Slab	2.237	1.662	572	586	820	1.077	1.318	888	706	1.315	3.979	4.522	4.851	5.454	6.013	5.353	4.249	3.466	2.526
■ N° SOCIOS INICIALES	15.005	10.265	4.335	5.132	5.772	7.493	8.439	5.939	4.260	6.071	15.313	16.589	17.405	19.387	21.209	19.088	15.558	12.491	8.969
▲ PIB	5,2%	4,7%	3,7%	2,3%	0,7%	-1,2%	2,2%	2,7%	2,4%	3,5%	4,3%	4,2%	5,0%	3,6%	2,7%	3,1%	3,3%	3,6%	3,9%

% Relación Sdades.Registradas / Sdades existentes



Diagnostic

- L'évolution récente jusqu'au 2^{ème} trimestre 2007 n'a rien à voir avec la conjoncture économique.
- Elle est due à des causes dérivées du cadre légal spécifique et de certaines normes qui l'affectent.

Causes

- Absence d'adaptation de la loi actuelle pour affronter:
 - L'impact de la Réforme du travail
 - L'encouragement du travail indépendant
 - L'incorporation de travailleurs associés. Elle n'encourage ni l'entreprise ni les associés potentiels (dans certains cas elle crée des inconvénients absurdes)

PROPOSITIONS

- Le texte réformé de la loi actuelle que propose Confesal prétend toucher les deux grands problèmes que présente la réalité actuelle:
 - La perte de qualification d'entreprise "à participation ouvrière"
 - La diminution de la constitution de nouvelles entreprises

PRINCIPAUX OBJECTIFS

- ÉTABLIR UNE NORME QUI FAVORISE UNE PARTICIPATION AVANCÉE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET DANS LA GESTION DE L'ENTREPRISE, DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES QUALIFIÉES COMME ÉTANT "À PARTICIPATION OUVRIÈRE"
- AUGMENTER LES OPTIONS D'ENTREPRISES

Bilan de la Loi actuelle

- La loi qui régule les sociétés à participation ouvrière est actuellement épuisée, toutefois ...
- Elle a couvert une étape avec un bilan positif, puisque:
 - Elle a engendré une très forte augmentation du tissu des entreprises et de l'emploi.
 - Elle est à l'origine de l'esprit d'entreprise chez les travailleurs et les professionnels qui, au départ, ne pensaient pas devenir patrons
 - Elle a généré de la richesse dans des zones de faible investissement productif et sans tradition d'entreprise
 - Elle a créé une culture d'investissement et de compréhension du risque des entreprises chez les travailleurs salariés
 - Elle a augmenté la culture participative des travailleurs dans l'entreprise
 - Elle s'est constituée comme instrument de référence en Europe, comme la manière la plus moderne qui soit de visualiser les aspects essentiels de la Responsabilité Sociale Corporative, par rapport à la participation des travailleurs dans la gestion de l'entreprise et dans la distribution des bénéfices.

Proposition

- Le désir d'améliorer l'application de la Loi et le souci de l'évolution du secteur ...
- Amènent Confesal à commencer en 2004 l'étude de solutions qui assurent l'avenir des sociétés existantes et stimulent la naissance d'autres.
- Les travaux et débats débouchent sur la proposition de Loi que nous avons présentée

PROPOSITION DE CONFESAL

LOI POUR L'AVENIR

- SURPASSEMENT DU CARACTÈRE D'URGENCE DE RÉPONSE AUX SITUATIONS DE CRISE
- DESTINÉE AUX ENTREPRENEURS QUI CHOISISSENT LES SOCIÉTÉS À PARTICIPATION OUVRIÈRE COMME OPTION D'ENTREPRISE PERMANENTE
- LOI EUROPÉENNE qui reprend la législation de UK, Fr, Irl, D

ELLE MOTIVE LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

■ Fiscalement

- Elle soutient l'épargne-investissement du travailleur
- Elle stimule la conversion de travailleurs salariés en associés

■ Elle élimine les causes de disqualification (réserves sans la limite de 25% annuel, proportion travailleurs fixes par rapport à travailleurs associés $25% < 25 \text{ trav.}$ ou $15% > 25 \text{ trav.}$.)

■ Une loi avancée pour un secteur d'entreprises consolidé

LOI DE PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES

- ACCÈS EFFECTIF À LA CONDITION D'ASSOCIÉ
 - ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION
 - PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES
 - STABILITÉ DANS L'EMPLOI
- RESPONSABILITÉ SOCIALE CORPORATIVE

Objectif général

COHÉRENCE

ENTRE:

RÉGULATION SOCIÉTAIRE

ET

RÉGIME TRIBUTAIRE

Points clé de la proposition

- Modification de la Réserve spéciale
- Élimination de la limitation du nombre de travailleurs indéfinis
- Limitations au % de voix d'un associé au lieu du capital social
- Droit d'acquisition préférentiel d'acquisition des travailleurs
- Réforme du régime tributaire

Développement de la proposition

De CONFESAL

.....

Clés de la réforme

■ Régime sociétaire:

- Éliminer interdictions et limites
- Augmenter les possibilités de croissance

■ Régime fiscal.

- Prime les fonctions sociales de la société
- Lié à ces fonctions sociales
- Remplace les limites sociétaires de la loi 4/1997

Concept de “Société à participation ouvrière” dans la Loi 4/1997

- Société à **participation majoritaire** des travailleurs, sur deux fronts:
 - 1) La majorité du capital social appartient aux travailleurs
 - 2) La majorité des travailleurs participent dans la capital social
(limitation du nombre de travailleurs indéfinis, droits d’acquisition, etc.)

Limitation du nombre de travailleurs

- **Inefficace** pour atteindre ses objectifs
 - Elle ne tient pas compte de la volonté des travailleurs
 - Elle n'élimine pas les barrières à l'acquisition de capital des travailleurs:
 - Absence d'actions sur le marché
 - Manque de liquidité du travailleur
- **Elle pénalise** l'embauche de travailleurs indéfinis
- **Elle est éliminée** comme condition sociétaire et, par conséquent, fiscale.

Réserve spéciale

- Elle est obligatoire mais ne produit pas de perte de la qualification
- Montant: 10% des bénéfices jusqu'au montant du capital social
- Elle constitue une condition pour certains avantages fiscaux.
- Ses **fins** sont:
 - Faciliter l'accès des travailleurs au capital social
 - Investissements pour l'exploitation
 - Compenser les pertes

Contrôle de la société

- Changement du critère de majorité de participation dans le capital social par celui de **droits de vote**
- L'entrée est laissée aux **sociétés à capital risque** parmi les Entités qui peuvent participer à plus d'un tiers
 - Objectif: augmenter le propre financement

Relations régime sociétaire-tributaire

- Régime sociétaire:
 - 1 Réserve spéciale
 - 2 Limitation du nombre de travailleurs indéfinis
 - Régime fiscal:
 - 1 Condition du régime, non pas de la qualification
 - 2 Remplacé par des primes à la participation à travers des plans d'acquisition
- 

Sécurité sociale

Régime d'intégration dans le
Système de la Sécurité
Sociale

Intégration dans la Sécurité Sociale

- Pour être travailleur associé
→ être travailleur salarié pour le compte d'autrui par contrat (à temps partiel ou à temps plein) pour une durée indéfinie
- Administrateurs

 Régime général

 Régime général
(auparavant assimilé)

Régime fiscal

Description de la proposition

Prémises de la proposition

■ Motifs réforme

- Nécessité de modifier le régime sociétaire
 - Modification des conditions fiscales
- Régime existant défectueux, techniquement et pratiquement inexistant
- Inefficace pour encourager les finalités

■ Critères:

- Cohérent et proportionnel à la **fonction sociale du travail** accomplie
- Respect du principe de **neutralité**
- Accomplissement du **Droit communautaire**:
 - En matière de participation des travailleurs
 - En matière d'aides d'État de caractère fiscal

Classes de primes prévues

- Pour la société:
 - Primes à la **constitution** et à la mise en fonctionnement
 - Primes **permanentes**
- Pour le travailleur investisseur/
promoteur
 - Pour l'**acquisition**/
souscription de capital
 - Pour l'**épargne**
dans le même but

Objectif des primes

- Promouvoir la constitution de SLab



- Primes à la constitution, à l'agrandissement, etc.

- Faciliter l'acquisition de capital par les travailleurs
- Augmenter le financement



- Primes de la Réserve spéciale
- Primes au travailleur investisseur

Primes prévues pour la SLab

- 1) Pour toutes les SL (avec qualification)
 - Primes en ITP/AJD et PF (Paiements fractionnés)
- 2) Pour les SL qui constituent la Réserve spéciale
 - Liberté d'amortissement
 - Déduction pour réinvestissement
- 3) Pour celles qui dotent un plan d'acquisition d'actions avec 25% de la Réserve
 - Taux d'imposition de 20%

Primes pour toutes les SLab

- **Conditions:**
- Posséder la qualification de SLab
(n'inclut pas:
 - la limite du nombre de travailleurs indéfinis
 - la dotation à la Réserve Spéciale)
- **Avantages:**
- Exonération en ITP/OS/AJD pour :
 - Constitution, augmentation de capital et apport de pertes
 - Modification statutaire ou transformation
 - Constitution de prêts pour actifs fixes
 - Acquisition d'immeubles les deux premières années.
- Exonération de Paiements Fractionnés les deux premières années

SLab à Réserve Spéciale

- **Conditions:**
 - **Constituer** la Réserve spéciale
 - **La Doter de:**
 - 10% bénéfices jusqu'au montant du Capital Social (**non pas 25%**)
- Le montant des avantages fiscaux
- **Avantages:**
 - Liberté d'amortissement (sans limite de 5 ans)
 - Déduction pour réinvestissement en actifs fixes en pourcentage :
 - Heures associés travailleurs /ensemble d'heures de travail associés et travailleurs indéfinis non associés

Exemple

Une société à participation ouvrière de
10 travailleurs $\rightarrow 1.700\text{h}/\text{an} \times 10 =$
17.000 heures

- non associés avec contrat indéfini, 2 (3.400h)
- Associés travailleurs, 8 (13.600h)
- Rapport heures
(associés)/(associés+non associés)=
 $13.600/17.000=0,80$

exemple

- Si l'entreprise a le droit à une aide/abattement de 100.000 euros
- Selon la proposition elle pourrait accéder à 80.000 euros (80%)
- Si tous les travailleurs sont associés
→ 100.000 euros (le 100%)

SLab avec plan d'acquisition capital

■ Conditions:

- 1. Constitution de la Réserve spéciale et dotation
- 2. Constitution plan d'acquisition capital travailleurs
- 3. Dotation au plan de 25% de la Réserve

■ Avantages:

- Taux d'imposition de 20%

Avantages de travailleurs/investisseurs

- Pour ce qu'ils **reçoivent** de la SLab:
 - Non rétribution en espèces des actions/participations reçues
 - Exonération des contributions de la SL à l'acquisition de capital social (déductions, argent liquide, etc.)
- Pour ce qu'ils **apportent** à la SLab
 - Déduction de 15% des sommes pour achat/souscription
 - Compte épargne-entreprise
 - Exonération totale de la capitalisation du chômage

Objectifs à atteindre (1)

- 1. Permettre l'**embauche de travailleurs indéfinis** mais en stimulant leur conversion en associés
 - Nous éliminons des barrières
 - Plus d'actions/participations en circulation (possibilité d'augmentations en charge de la Réserve Spéciale)
 - La liquidité des travailleurs est facilitée en subventionnant leur acquisition par des apports de la SLab et d'avantages fiscaux
 - Nous stimulons la Société à participation ouvrière à la conversion en associés
 - Les avantages fiscaux augmentent d'autant plus qu'est renforcée la participation des travailleurs

Objectifs à atteindre (2)

- 2. Augmentation de l'autofinancement
 - La Réserve spéciale devient une garantie que les avantages fiscaux soient réinvestis dans la société
 - Cela suppose aussi de profiter de la possibilité de capital risque qu'offrent les apports au capital des travailleurs
- Si ces paramètres sont améliorés, le financement externe est facilité

Objectifs à atteindre (3)

- 3. La Société devient, en outre, un instrument pour que le travailleur puisse constituer un patrimoine moyennant l'épargne d'entreprise.
- Une nouvelle fonction sociale est ainsi accomplie mieux adaptée à la nouvelle situation sociologique des Sociétés à participation ouvrière.

Objectifs à atteindre (4)

4. Régime **flexible**:

- permet aux Sociétés à participation ouvrière de différentes tailles de choisir leur modèle de participation des travailleurs,
- en accommodant leur régime fiscal à leur effort dans ce sens.

Conclusion

- Dans cette norme sont établis des mécanismes qui encouragent les meilleures pratiques d'intégration des travailleurs dans l'entreprise, grâce à des apports partagés et bien pondérés entre: administration tribulaire, entreprise et travailleur

CONFESAL



Confederación Empresarial de Sociedades Laborales de España

Fin de l'exposé

Annexe de données

Évolution entreprises 2007

3.1.2 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE 4/07	VARIACIONES			
		TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	19.737	-234	-1,2	-529	-2,6
ANDALUCIA	4.716	-12	-0,3	-2	0,0
ARAGON	673	-6	-0,9	-44	-6,1
ASTURIAS	589	5	0,9	50	9,3
BALEARES	211	-5	-2,3	-19	-8,3
CANARIAS	668	-22	-3,2	-45	-6,3
CANTABRIA	164	-4	-2,4	-3	-1,8
CASTILLA LA MANCHA	1.798	2	0,1	28	1,6
CASTILLA Y LEON	986	-7	-0,7	-12	-1,2
CATALUÑA	1.779	-57	-3,1	-167	-8,6
COM. VALENCIANA	1.755	-25	-1,4	-97	-5,2
EXTREMADURA	480	2	0,4	-8	-1,6
GALICIA	1.070	-22	-2,0	-35	-3,2
MADRID	2.147	-31	-1,4	-123	-5,4
MURCIA	1.100	-33	-2,9	-6	-0,5
NAVARRA	496	-3	-0,6	-2	-0,4
PAIS VASCO	1.023	-15	-1,4	-39	-3,7
RIOJA (LA)	69	-1	-1,4	-5	-6,8
CEUTA	7	0	0,0	1	16,7
MELILLA	6	0	0,0	-1	-14,3

Elles diminuent dans 14 des 17 régions autonomes et à Melilla. La Catalogne arrive en tête, avec -8'6% et -167 entreprises.

Évolution entreprises 2006

3.1.2 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE 4/06	VARIACIONES			
		TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	20.266	-77	-0,4	-13	-0,1
ANDALUCIA	4.718	6	0,1	128	2,8
ARAGON	717	-2	-0,3	-19	-2,6
ASTURIAS	539	-1	-0,2	3	0,6
BALEARES	230	-4	-1,7	-10	-4,2
CANARIAS	713	1	0,1	-57	-7,4
CANTABRIA	167	0	0,0	0	0,0
CASTILLA LA MANCHA	1.770	14	0,8	43	2,5
CASTILLA Y LEON	998	0	0,0	14	1,4
CATALUÑA	1.946	-35	-1,8	-72	-3,6
COM. VALENCIANA	1.852	10	0,5	61	3,4
EXTREMADURA	488	-3	-0,6	-11	-2,2
GALICIA	1.105	-23	-2,0	-14	-1,3
MADRID	2.270	-22	-1,0	-35	-1,5
MURCIA	1.106	-5	-0,5	29	2,7
NAVARRA	498	-5	-1,0	-22	-4,2
PAIS VASCO	1.062	-6	-0,6	-41	-3,7
RIOJA (LA)	74	-1	-1,3	-10	-11,9
CEUTA	6	0	0,0	0	0,0
MELILLA	7	-1	-12,5	0	0,0

Évolution entreprises 2005

3.1.2 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE 4/05	VARIACIONES			
		TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	20.279	32	0,2	886	4,6
ANDALUCIA	4.590	66	1,5	491	12,0
ARAGON	736	4	0,5	13	1,8
ASTURIAS	536	-2	-0,4	33	6,6
BALEARES	240	-9	-3,6	3	1,3
CANARIAS	770	-2	-0,3	-31	-3,9
CANTABRIA	167	0	0,0	7	4,4
CASTILLA LA MANCHA	1.727	11	0,6	71	4,3
CASTILLA Y LEON	984	4	0,4	30	3,1
CATALUÑA	2.018	-2	-0,1	36	1,8
COM. VALENCIANA	1.791	3	0,2	72	4,2
EXTREMADURA	499	7	1,4	4	0,8
GALICIA	1.119	-21	-1,8	43	4,0
MADRID	2.305	-12	-0,5	19	0,8
MURCIA	1.077	6	0,6	105	10,8
NAVARRA	520	1	0,2	9	1,8
PAIS VASCO	1.103	-22	-2,0	-21	-1,9
RIOJA (LA)	84	0	0,0	2	2,4
CEUTA	6	-1	-14,3	0	0,0
MELILLA	7	1	16,7	0	0,0

Évolution de l'emploi en 2007

3.2.3 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE	VARIACIONES			
	4/07	TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	124.784	-2.300	-1,8	-5.456	-4,2
ANDALUCIA	29.034	-526	-1,8	-747	-2,5
ARAGON	3.100	-23	-0,7	19	0,6
ASTURIAS	3.545	39	1,1	126	3,7
BALEARES	1.094	-45	-4,0	-39	-3,4
CANARIAS	2.985	-93	-3,0	-576	-16,2
CANTABRIA	1.504	-26	-1,7	70	4,9
CASTILLA LA MANCHA	10.274	-519	-4,8	-508	-4,7
CASTILLA Y LEON	4.881	-130	-2,6	-96	-1,9
CATALUÑA	10.834	-251	-2,3	-1.732	-13,8
COM. VALENCIANA	10.482	22	0,2	-834	-7,4
EXTREMADURA	2.795	-135	-4,6	-48	-1,7
GALICIA	5.592	-106	-1,9	-458	-7,6
MADRID	13.075	-169	-1,3	-324	-2,4
MURCIA	7.562	-240	-3,1	-204	-2,6
NAVARRA	4.061	-18	-0,4	10	0,2
PAIS VASCO	13.462	-54	-0,4	-123	-0,9
RIOJA (LA)	431	-14	-3,1	7	1,7
CEUTA	56	-10	-15,2	2	3,7
MEULLA	17	-2	-10,5	-1	-5,6

L'emploi diminue dans 12 des 17 régions autonomes. Les Canaries viennent en tête avec -16'2%, suivies de la Catalogne, avec -13'8%, et -1.732 emplois pour la première, en termes absolus.

Évolution emploi 2006

3.2.3 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE	VARIACIONES			
	4/06	TRIM.ANTERIOR	AÑO ANTERIOR		
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	130.240	-137	-0,1	4.594	3,7
ANDALUCIA	29.781	146	0,5	2.078	7,5
ARAGON	3.081	-49	-1,6	-139	-4,3
ASTURIAS	3.419	43	1,3	390	12,9
BALEARES	1.133	-36	-3,1	-16	-1,4
CANARIAS	3.561	-18	-0,5	-351	-9,0
CANTABRIA	1.434	12	0,8	117	8,9
CASTILLA LA MANCHA	10.782	-77	-0,7	494	4,8
CASTILLA Y LEON	4.977	-111	-2,2	245	5,2
CATALUÑA	12.566	-254	-2,0	323	2,6
COM. VALENCIANA	11.316	364	3,3	105	0,9
EXTREMADURA	2.843	-23	-0,8	85	3,1
GALICIA	6.050	141	2,4	362	6,4
MADRID	13.399	-57	-0,4	-54	-0,4
MURCIA	7.766	-92	-1,2	491	6,7
NAVARRA	4.051	-48	-1,2	128	3,3
PAIS VASCO	13.585	-85	-0,6	347	2,6
RIOJA (LA)	424	12	2,9	-12	-2,8
CEUTA	54	-4	-6,9	0	0,0
MELILLA	18	-1	-5,3	1	5,9

Emploi en 2005

3.2.3 Distribución Geográfica

COMUNIDADES AUTÓNOMAS	TRIMESTRE	VARIACIONES			
	4/05	TRIM.ANTERIOR		AÑO ANTERIOR	
		Absoluto	%	Absoluto	%
TOTAL	125.646	618	0,5	8.794	7,5
ANDALUCIA	27.703	650	2,4	3.713	15,5
ARAGON	3.220	-131	-3,9	21	0,7
ASTURIAS	3.029	-150	-4,7	257	9,3
BALEARES	1.149	-22	-1,9	63	5,8
CANARIAS	3.912	-61	-1,5	235	6,4
CANTABRIA	1.317	22	1,7	79	6,4
CASTILLA LA MANCHA	10.288	142	1,4	882	9,4
CASTILLA Y LEON	4.732	-76	-1,6	312	7,1
CATALUÑA	12.243	-88	-0,7	287	2,4
COM. VALENCIANA	11.211	396	3,7	586	5,5
EXTREMADURA	2.758	6	0,2	96	3,6
GALICIA	5.688	-139	-2,4	251	4,6
MADRID	13.453	110	0,8	813	6,4
MURCIA	7.275	28	0,4	775	11,9
NAVARRA	3.923	1	0,0	-413	-9,5
PAIS VASCO	13.238	-81	-0,6	832	6,7
RIOJA (LA)	436	15	3,6	7	1,6
CEUTA	54	1	1,9	4	8,0
MELILLA	17	-5	-22,7	-6	-26,1

EVOLUCIÓN DE COOPERATIVAS Y SOCIEDADES LABORALES

	2002	%	2003	%	2004	%	2005	%	2006	%	4º Trim 2007	%
TOTAL SOCIEDADES	42.191	100%	43.314	100%	44.747	100%	46.425	100%	45.821	100%	45.451	100%
Cooperativas	25.336	60%	24.907	58%	25.354	57%	26.146	56%	25.555	56%	25.714	57%
Laborales	16.855	40%	18.407	42%	19.393	43%	20.279	44%	20.266	44%	19.737	43%
Anónimas	3.494	8%	3.180	7%	2.885	6%	2.735	6%	2.544	6%	2.377	5%
Limitadas	13.361	32%	15.227	35%	16.508	37%	17.544	38%	17.722	39%	17.360	38%

EVOLUCIÓN DE COOPERATIVAS Y SOCIEDADES LABORALES

	2002	%	2003	%	2004	%	2005	%	2006	%	2007	%
TOTAL TRABAJADORES	385.450	100%	429.351	100%	425.660	100%	439.618	100%	448.046	100%	442.326	100%
En Cooperativas	284.675	74%	319.755	74%	308.808	73%	313.972	71%	317.806	71%	317.542	72%
En Laborales	100.775	26%	109.596	26%	116.852	27%	125.646	29%	130.240	29%	124.784	28%
Anónimas	44.105	11%	41.489	10%	38.207	9%	37.811	9%	37.103	8%	34.701	8%
Limitadas	56.670	15%	68.107	16%	78.645	18%	87.835	20%	93.137	21%	90.083	20%

datos a 31 de diciembre de cada año

VARIACIONES INTERANUALES

	1997-1996		1998-1997		1999-1998		2000-1999		2001-2000		2002-2001		2003-2002		2004-2003		2005-2004		2006-2005		4º Trim 2007-2006	
	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación
TOTAL SOCIEDADES	1.434	5,6%	2.090	7,7%	2.950	10,1%	3.085	9,6%	3.400	9,6%	3.522	9,1%	1.123	2,6%	1.433	3,3%	1.678	3,7%	-604	-1,3%	-370	-0,8%
Cooperativas	1.130	5,5%	624	2,9%	409	1,8%	770	3,4%	1.017	4,4%	985	4,0%	-429	-1,7%	447	1,8%	792	3,1%	-591	-2,3%	159	0,6%
Laborales	304	5,7%	1.466	26,1%	2.541	35,9%	2.315	24,1%	2.383	20,0%	2.537	17,7%	1.552	8,4%	986	5,4%	886	4,6%	-13	-0,1%	-529	-2,6%
Anónimas	-160	-3,0%	-282	-5,5%	-307	-6,3%	-406	-8,9%	-356	-8,6%	-304	-8,0%	-314	-9,9%	-295	-9,3%	-150	-5,5%	-191	-7,0%	-167	-6,6%
Limitadas	464		1.748	376,7%	2.848	128,8%	2.721	53,8%	2.739	35,2%	2.841	27,0%	1.866	12,3%	1.281	8,4%	1.036	6,3%	178	1,0%	-362	-2,0%

VARIACIONES INTERANUALES

	1997-1996		1998-1997		1999-1998		2000-1999		2001-2000		2002-2001		2003-2002		2004-2003		2005-2004		2006-2005		2007-2006	
	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación	% Variación
TOTAL TRABAJADORES	16.058	6,0%	23.886	8,4%	28.085	9,1%	18.570	5,5%	16.431	4,6%	15.086	4,1%	43.901	10,2%	-3.691	-0,9%	13.958	3,3%	8.428	1,9%	-5.720	-1,3%
En Cooperativas	13.132	6,1%	17.102	7,5%	15.046	6,1%	9.306	3,6%	8.322	3,1%	7.290	2,6%	35.080	11,0%	-10.947	-3,4%	5.164	1,7%	3.834	1,2%	-264	-0,1%
En Laborales	2.926	5,5%	6.784	12,2%	13.039	20,8%	9.264	12,3%	8.109	9,6%	7.796	8,4%	8.821	8,0%	7.256	6,6%	8.794	7,5%	4.594	3,7%	-5.456	-4,2%
Anónimas	1.119	2,1%	17	0,0%	805	1,5%	-2.827	-5,2%	-3.486	-6,7%	-4.380	-9,0%	-2.616	-6,3%	-3.282	-7,9%	-396	-1,0%	-708	-1,9%	-2.402	-6,5%
Limitadas	1.807		6.767	374,5%	12.234	142,7%	12.091	58,1%	11.595	35,2%	12.176	27,4%	11.437	16,8%	10.538	15,5%	9.190	11,7%	5.302	6,0%	-3.054	-3,3%

Datos a 31 de diciembre de cada año

Fuente: Fichero de códigos de cuentas de cotización y de autónomos en situación de alta en la Seguridad Social. Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales

Elaboración: Dirección General de Fomento de la Economía Social y del Fondo Social Europeo.

Confésal

ANNEXE DE DONNÉES

FIN